

Réarmer l'Europe : un keynésianisme militaire vecteur d'une accélération de la crise économique et sociale

Le 12 mars, le Parlement européen a adopté une résolution¹ nommée : " Livre blanc sur l'avenir de la défense européenne". Ce document analysant l'évolution de la situation mondiale et la place de l'UE dans ce processus, est censé donner une consistance politique au plan dévoilé, quinze jours après la présentation du plan d'investissement "ReArm EU"² par la commission européenne pour investir massivement dans les industries d'armement³. Notons que le terme "ReArm EU" est maintenant abandonné au profit du terme plus neutre et moins guerrier "Préparation 2030" afin de faire face aux critiques des gouvernements espagnol et italien.

La résolution du Parlement européen part du constat d'un changement profond géopolitique à l'échelle mondiale et d'une fragmentation du monde. Très vite dans son déroulé le texte affirme que la sécurité de l'Europe est liée à la capacité de l'Ukraine de résister à la Russie et prend acte du changement de la politique états-unienne : *"considérant que les récentes déclarations de membres de l'administration américaine, associées à la forte pression exercée sur l'Ukraine par les dirigeants américains, témoignent d'un changement dans la politique étrangère des États-Unis, l'administration Trump proposant la normalisation des liens avec la Russie, et qu'il est de plus en plus évident que l'Europe doit renforcer sa sécurité et sa défense pour être en mesure d'aider l'Ukraine à se défendre."* Cependant, si la Russie est décrite comme l'ennemi commun de l'UE ; l'appréciation d'une Chine en devenir de puissance dominante est soulignée et en fait, comme d'ailleurs les États-Unis, un ennemi systémique de l'UE : *"considérant que, mue par l'ambition de devenir une superpuissance mondiale, la Chine sape l'ordre international fondé sur des règles en menant de plus en plus une politique étrangère affirmée et des politiques économiques et concurrentielles hostiles...la Chine fait peser un risque sur la sécurité régionale et mondiale, ainsi que sur les intérêts économiques de l'Union."* Dans ce document, la situation en Afrique est décrite comme dangereuse pour l'UE : *"considérant que les conséquences des guerres, le terrorisme, l'instabilité, l'insécurité, la pauvreté et le changement climatique à l'œuvre au Sahel, en Afrique du Nord-Est et en Libye font peser de graves risques sur la sécurité de l'Union européenne; que l'instabilité et l'insécurité dans le voisinage méridional et au Sahel sont étroitement liées et demeurent un danger permanent pour la gestion par l'Union de ses frontières extérieures."* Loin de l'Afrique, l'Arctique est aux yeux de l'UE un enjeu majeur géopolitique : *"la région arctique prend de plus en plus d'importance en termes de développement économique et de transport, tout en étant confrontée à des défis liés au changement climatique et à la militarisation, ainsi qu'à ceux résultant de l'intensification de la concurrence géopolitique et des migrations"*. Ainsi, au delà de la question de l'Ukraine, le texte situe l'UE, alliance impérialiste, dans la concurrence acharnée que se mènent les puissances capitalistes et cela dans toutes les parties du globe. La volonté de réarmement est assumée pour *garantir la sécurité* de l'UE face à la Russie, mais aussi afin de se doter des moyens nécessaires à la projection des armées en vue des interventions militaires sur tous les continents de sorte d'y assurer sa présence et ses intérêts.

Les objectifs étant fixés, les énormes moyens demandés pour assurer cette stratégie exigent une plus grande unité politique des pays de l'UE, ce qui n'est pas le cas et pose donc un problème de gouvernance dans les décisions à prendre, *quid* alors de la règle de l'unanimité ? Et des mesures financières d'ampleur, conduisant à assouplir les règles d'endettement des États : les fameux 3% du P.B.I et celle encore plus stricte que s'est imposée l'Allemagne au nom de la rigueur budgétaire. Le futur chancelier a déjà indiqué que cette règle serait assouplie.

Pour répondre à toutes ces exigences, la commission européenne a dévoilé son plan *"pour booster l'industrie de défense de l'Union et assurer la sécurité du continent."* À ses yeux, il s'agit d'investir plus, plus vite et mieux. Ainsi, d'ici 2030, il s'agirait de mobiliser 800 milliards d'Euros pour faire face à une agression russe : *"Selon certains services de renseignements, la Russie serait même prête à 'tester' des États membres de l'UE d'ici trois à cinq ans"*. Ce plan se divise en deux parties 150 milliards sous forme de prêts mis à la disposition des États volontaires et 650 milliards en provenance des budgets nationaux. La France de son côté se fixe l'objectif de

doubler son budget militaire pour atteindre les 100 milliards d'Euros en 2030. De plus, la Banque Européenne d'Investissements pourrait assurer des prêts aux États. La Commission accompagne son annonce d'un engagement que 65% des composants achetés avec le prêt des 150 milliards seraient d'origine européenne. Ce qui laisse un beau pactole au complexe militaro-industriel états-unien, ce d'autant que les engagements propres des États (les 650 milliards) ne sont soumis à aucune contrainte et soulignent la faiblesse des capacités industrielles de l'UE, tout particulièrement dans le domaine des composants électroniques.

Les effets de cette politique de réarmement s'ils mettent en danger les réels moyens d'une défense nationale⁴, vont peser lourd sur les travailleurs⁵ et donner des ailes aux capitalistes pour qui elle est du pain béni en termes de profits. C'est pourquoi, le pouvoir mène une campagne agressive de peur de la guerre mais aussi de séduction pour montrer qu'il y a là une voie pour réindustrialiser la France, créer des emplois et sortir de la crise économique, sociale et politique.

Le keynésianisme militaire serait-il vertueux ou au contraire serait-il le vecteur d'un approfondissement de cette crise ?

Dépenses publiques par excellence, l'achat des matériels militaires par l'État concourt, selon des vues keynésiennes naïves, à soutenir l'activité économique et par suite la croissance. Le gouvernement français actuel a déjà fait adopter une loi de programmation militaire 2024-30 d'une ampleur sans précédent de 413 Md€. Le PIB de la France s'élève à 2.900 Md€ et le chiffre d'affaires de l'industrie d'armement française tourne autour d'une trentaine de milliards. Donc, globalement, si ces dépenses publiques ont un effet sur la croissance, il faudra le chercher sur la deuxième décimale du taux de croissance.

Des keynésiens progressistes ont fait remarquer que les dépenses militaires avaient certainement un effet d'éviction sur d'autres dépenses publiques liées à la santé, l'éducation et plus généralement le bien-être des populations. De fait, avec les contraintes budgétaires actuelles, qui justifient toutes les régressions sociales, il est fort à parier que le trait ainsi dénoncé sera accentué. Et c'est déjà dans les discours puisque – n'est-ce pas ? – il n'est pas question de reprendre le débat au sujet des retraites quand l'urgence est de (ré)armer le pays.

Autre aspect du problème pour la France : le pays est le troisième exportateur d'armes derrière les États-Unis et la Russie. Si le gouvernement achète plus d'armes, probablement ces exportations (un peu moins de 20 Md€) seront moins importantes d'autant que le secteur se caractérise par un taux d'utilisation des capacités de production élevée (donc les marges d'augmentation de la production sont faibles). Mais si la France vend moins d'armes, sa balance commerciale manufacturière va en pâtir, d'autant que l'industrie d'armement importe une grande quantité d'intrant (des métaux à l'électronique). Voilà qui ne va pas améliorer assurément la balance des paiements et l'endettement vis-à-vis de l'extérieur.

Quant à l'effet du plan européen de (ré)armement en termes d'industrialisation, reste à prouver. Il est vrai que le secteur de l'industrie de l'armement français se décompose en grandes entités (Nexter, Naval Group, Thales, Dassault Aviation) et une multitude de PME/Établissement de taille intermédiaire (environ 4.000), souvent spécialisées dans des niches (optique, électronique, munitions, etc) et jouant un rôle clef dans les territoires. Ces entreprises sont intégrées dans la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) avec quelques obligations à respecter dans lesquelles ne figure pas l'obligation d'exercer son activité sur le territoire français. Pour l'heure le développement de l'activité du secteur est confronté à une pénurie de travailleurs qualifiés. La concurrence pour capter les ingénieurs et techniciens devrait devenir plus âpre... Ici comme généralement, il ne peut se concevoir une politique industrielle ne s'appuyant sur un effort dans la formation en amont. Et les derniers arbitrages budgétaires français pour l'enseignement supérieur et la recherche ne vont pas dans ce sens.

Une fois les arsenaux pleins, la dette publique aura gonflé, c'est une bonne nouvelle pour le capitalisme financier. L'usage idéologique de la dette publique est aussi bien connu : il s'agira encore de pointer les coûts d'un système social trop dispendieux.

Du point de vue sectoriel, il est clair que les appels européens aux (ré)armements cela fait les affaires de certains capitalistes dans un secteur peu concurrentiel. D'autant moins concurrentiel d'ailleurs que l'industrie d'armement européenne a vécu quelques rapprochements entre firmes, en particulier la fusion de Nexter (ex Giat) avec une entreprise d'armement allemande. Assurément, la rentabilité du secteur – déjà de bon niveau – devrait profiter de cette fièvre européenne. Et ne doutons que l'industrie d'armement des États-Unis soit aussi de la fête, OTAN oblige !

Aucun élément convaincant n'incite à penser que les achats d'armes par les États européens aurait un effet dynamique sur la croissance économique. Les déficits publics et nationaux vont certainement se creuser et d'ailleurs la Commission Européenne envisage de considérer la dette publique nette de celle liée à l'effort martial pour juger de l'orthodoxie des politiques budgétaires nationales. Mais enfin, il faudra tout rembourser et il est assez prévisible que le petit épargnant ne soit pas le premier servi. D'autant qu'il aura en balance une pression fiscale accrue et des services publics toujours dégradés sauf bien sûr, celui de la défense nationale.

En conclusion, les dépenses des États européens, en particulier de la France auront un faible impact sur la croissance, un énorme impact sur les dépenses publiques et feront des heureux dans le monde du capital. Il est aussi à prévoir également que les projections de dépenses soient démesurées par rapport aux capacités industrielles disponibles, y compris en termes de travailleurs qualifiés.

L'Union européenne semble-t-il, faute d'un contenu politique cohérent et évidemment populaire, change au gré des tensions internes au capital d'objectifs : ainsi *exit* la transition énergétique et le capitalisme vert, désormais place au capitalisme vert de gris qui ne résoudra en rien la crise actuelle. Et en rajoute même par l'injonction aux travailleurs d'adhérer à l'Union (européenne) sacrée.

[1](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-10-2025-0034_FR.pdf) https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-10-2025-0034_FR.pdf

[2](https://fr.euronews.com/my-europe/2025/03/21/rome-et-madrid-mecontents-bruxelles-rebaptise-le-plan-rearm-europe) <https://fr.euronews.com/my-europe/2025/03/21/rome-et-madrid-mecontents-bruxelles-rebaptise-le-plan-rearm-europe>

[3](https://www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/livre-blanc-sur-la-defense-le-pari-ambitieux-de-la-commission-europeenne-pour-rearmer-l-europe/) <https://www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/livre-blanc-sur-la-defense-le-pari-ambitieux-de-la-commission-europeenne-pour-rearmer-l-europe/>

[4](https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/societes/3272-le-rearmement-capitaliste-contre-la-defense-nationale) <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/societes/3272-le-rearmement-capitaliste-contre-la-defense-nationale>

[5](https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/3296-non-a-cette-politique-de-guerre-et-dausterite) <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/3296-non-a-cette-politique-de-guerre-et-dausterite>